

DEPARTEMENT de la GIRONDE
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX
Commune de LORMONT

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance ordinaire du VENDREDI 23 JUIN 2017

L'an **deux mille dix-sept**, le **vendredi vingt-trois juin** à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal de la Commune LORMONT, convoqué par Monsieur le Maire, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU.

Présent(e)s : Jean **TOUZEAU**, Philippe **QUERTINMONT**, Yasmina **BOULTAM**, Claude **DAMBRINE**, Tayeb **BARAS**, Pierrette **DUPART**, Stéphane **PERES DIT PEREY**, Michèle **FAORO**, Jean-Claude **FEUGAS**, Cyrille **PEYPOUDAT**, Jannick **MORA**, Grégoric **FAUCON**, Mireille **KERBAOL**, Brétislav **PAVLATA**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Jean-Louis **COUTURIER**, Danielle **JOUS**, Vincent **COSTE**, Maférima **DIAGNE**, Alexandre **CHADILI**, Loubna **EDNO BOUFAR**, Jean-Pierre **BACHÈRE**, Richard **UNREIN**, Mónica **CASANOVA**

Absent(e)s excusé(e)s ayant donné procuration :

Josette **BELLOQ** (procuration Tayeb BARAS), Marc **GALET** (procuration Yasmina BOULTAM), Marielle **DESCOUBES SIBRAC** (procuration Claude DAMBRINE), Bernard **RIVAILLÉ** (procuration Pierrette DUPART), Aziz **S'KALLI BOUAZIZA** (procuration Mireille KERBAOL), Salim **KOÇ** (procuration Danielle JOUS), Suna **ERDOGAN** (procuration Jean-Louis Couturier)

Absents :

Jean-Baptiste **DEFRANCE**, Marc **SALLOT**, Frédéric **BERGMAN**.

Absente excusée :

Myriam **LECHARLIER**

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 24

Nombre de votants : 31

N° 2017/23.06/05.A

**ETUDE CARRIET 2 : CONVENTION DE FINANCEMENT – AUTORISATION DE SIGNER
ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE**

Madame Yasmina BOULTAM est désignée en qualité de Secrétaire de séance.

Philippe QUERTINMONT, Adjoint délégué au projet de ville, à la modernisation des services et aux affaires générales, explique à l'assemblée délibérante que :

Après la première phase majeure de l'Opération de Renouvellement Urbain menée sur Carriet sous l'égide de l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain, une deuxième phase dite Carriet-2 est envisagée pour prolonger et compléter les opérations déjà réalisées.

En préalable de la prise en compte par l'ANRU de nouvelles opérations, une mission d'actualisation du projet urbain sous maîtrise d'ouvrage Ville est apparue nécessaire et opportune, déclinée ainsi :

Actualisation du plan guide	140.250, 00 €
Élaboration d'un programme d'espaces publics	27.875, 00 €
Élaboration d'un programme d'équipements publics	13.900, 00 €
Élaboration d'un cahier de prescriptions urbaines architecturales et paysagères	25.200, 00 €
soit un TOTAL HT pour cette étude de	207.225, 00 €

Les opérateurs intéressés à ce projet de renouvellement urbain étant la Ville, Bordeaux Métropole et Domofrance, le plan de financement a été arrêté comme suit :

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Étude	207.225 €	Ville	69.075 €
		Bordeaux Métropole	69.075 €
		Domofrance	69.075 €
TOTAL	207.225 €	TOTAL	207.225 €

Il convient maintenant de consolider les cofinancements au travers de documents financiers.

La participation de Bordeaux Métropole a déjà été actée au travers de l'avenant politique de la ville du contrat de codéveloppement.

Pour Domofrance, il est proposé une convention spécifique.

Avis favorable de la Commission Ville moderne et numérique du 18 mai 2017.

Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :

La Ville de Lormont,

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Entendu le rapport de présentation,

Considérant le plan de financement prévisionnel ;

DECIDE

Article unique :

d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de financement qui sera passée avec Domofrance.

VOTE :

POUR :

- 25 - Groupe des Élu(e)s Socialistes et Personnalités de Progrès
- 3 - Groupe des Élu(e)s Communistes et Républicains
- 1 - Groupe Europe Écologie les Verts
- 1 – Groupe Lormont Avenir
- 1 – Groupe Nouveau Parti Anticapitaliste

Le Maire :

- ⇒ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- ⇒ informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

FAIT A LORMONT, le 26 juin 2017
pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

Le Maire,